

# PARTENARIAT AFRIQUE CANADA

L'année en revue  
2004•2005



# Partenariat Afrique Canada

## Mandat

Partenariat Afrique Canada travaille avec des organisations en Afrique, au Canada et ailleurs pour bâtir un développement humain durable en Afrique. PAC poursuit les objectifs suivants :

- Renforcer les efforts des Africains et des Canadiens en matière de recherche et de dialogue politique par rapport au développement humain durable en Afrique.
- Faciliter chez les décideurs africains, canadiens et internationaux l'adoption et la mise en oeuvre de politiques qui favorisent le développement humain durable en Afrique.
- Susciter une meilleure compréhension du développement humain durable en Afrique et un engagement plus important envers celui-ci.

## Programme

PAC entreprend un grand nombre d'activités connexes ayant comme objectif général de promouvoir le développement humain durable en Afrique. Il se concentre sur plusieurs thèmes apparentés, dont chacun a des répercussions sur la sécurité et le développement humain en Afrique :

- la paix et la sécurité humaine;
- les ressources naturelles et le développement;
- la gouvernance;
- le renforcement des capacités de la société civile africaine.

Les interventions dans ces domaines sont variées, mais chacune sert à développer le but central qu'est l'approfondissement de notre compréhension des questions critiques pour le développement de l'Afrique, en particulier dans les régions qui ont connu des conflits. En exécutant ce programme, PAC considère que son rôle est celui d'un lieu de dialogue, de recherche et d'action sur le développement en Afrique.

Photo de la page couverture  
© Photo de l'ACDI : Roger LeMoyne

Graphisme : Marie-Joanne Brissette



### Canada

Partenariat Afrique Canada  
323, rue Chapel  
Ottawa (Ontario)  
K1N 7Z2  
Canada

Tél : +1-613-237-6768  
Télec : +1-613-237-6530  
Courriel: info@pacweb.org

### Afrique

Partenariat Afrique Canada  
BP 60233  
Addis Abeba  
Éthiopie

Tél : +251-11-439-3132  
Télec : +251-11-439-3502  
Courriel: pac@ethionet.et

[www.pacweb.org](http://www.pacweb.org)

# Le rôle clé de la société civile

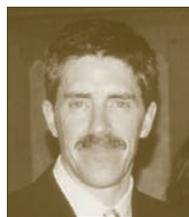
À l'occasion d'un symposium sur la gouvernance organisé récemment à Ottawa par Partenariat Afrique Canada, un distingué visiteur venu d'Afrique a remercié PAC d'avoir produit la première analyse de la participation de la société civile africaine au Mécanisme africain d'évaluation par les pairs du NEPAD. Nous avons accueilli avec plaisir cette reconnaissance du rôle important que PAC s'efforce de jouer – cerner avec ses partenaires les initiatives prioritaires en ce qui a trait à la recherche et au dialogue politique. Dans le cas du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, PAC a mis en évidence l'importance pour les organisations de la société civile africaines de travailler avec leurs gouvernements respectifs pour aider à réaliser une meilleure gouvernance. Pour donner une suite à ce travail, PAC prévoit appuyer en 2006 une série d'initiatives sur la gouvernance avec ses partenaires de la société civile africaine.

Au cours de l'année écoulée, PAC a consolidé son travail avec les organisations de la société civile africaine. Nous avons aussi fait en sorte d'élargir la portée de notre travail. Par exemple, nous avons effectué une recherche et publié un rapport sur la question perturbante de la violence faite aux femmes en République démocratique du Congo. L'importance de ce rapport repose en partie sur la mise en relief du besoin de faire participer les hommes à la solution à long terme à ce problème. Des organisations partenaires en RDC ont commencé à élaborer un programme de travail pluriannuel qui englobe toutes les régions du pays. La mobilisation, l'éducation et la prévention seront au cœur de cette initiative.

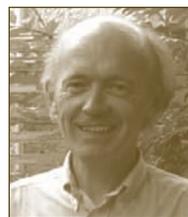
Il ne manque pas d'actions prioritaires à faire en RDC, ou dans d'autres pays d'Afrique qui ont connu des conflits au cours des récentes années. En concentrant son attention sur les diamants de guerre, PAC a décidé d'appuyer les organisations de la société civile de l'Afrique qui ont choisi de travailler ensemble pour s'attaquer au problème des ressources naturelles et des conflits. En RDC et en Sierra Leone, nous appuyons deux réseaux de la société civile dans leurs efforts pour promouvoir la transparence et le développement durable dans le secteur de l'extraction minière. À mesure que s'accroissent la production et les exportations, la société civile des deux pays se préoccupe du fait que les collectivités locales dans les régions minières profitent peu de ce secteur. En réaction, PAC a effectué une recherche avec ses

partenaires, dont a découlé une étude intitulée *Le riche et le pauvre, diamants du développement et diamants de la pauvreté*. Cette recherche innovatrice nous a amenés à travailler avec les gouvernements, le secteur privé et d'autres ONG partenaires à une initiative visant à aider les collectivités locales à profiter de l'extraction artisanale des diamants. La *Diamond Development Initiative* a le potentiel d'aider un grand nombre des personnes les plus pauvres de l'Afrique, et il y a plus de 800 000 mineurs artisans en RDC seulement.

Durant l'année, nous avons aussi procédé à la consolidation de PAC en tant qu'institution. À la suite d'un processus de consultation auprès de ses membres, PAC a décidé d'augmenter le nombre de membres de son conseil d'administration en 2005 et d'élargir le membership de l'organisme, auquel les particuliers pourront adhérer à compter de 2006. Les appuis reçus à l'égard de ces changements et du travail de PAC ont été très gratifiants, et nous aimerions remercier toutes les personnes et les organisations – le personnel, les chercheurs, les partenaires, les donateurs et les autres – qui ont collaboré de près avec PAC au cours de cette dernière année. Sans leur engagement et leur travail dévoué, aucune de nos réalisations n'aurait été possible. Cela nous pousse à envisager l'avenir avec une énergie et un engagement renouvelés.



**Matthew Pearce**  
Président



**Bernard Taylor**  
Directeur général

# La paix et la sécurité humaine

Tout le travail de Partenariat Afrique Canada pourrait se résumer par le thème : « La paix, la sécurité humaine et le développement durable. » La violence faite aux femmes fait obstacle à l'atteinte des objectifs de développement et de paix, et c'est l'un des exemples les plus dévastateurs de l'insécurité humaine. La violence sexuelle faite aux femmes en temps de guerre fait souvent partie intégrante du conflit. Le viol, les grossesses forcées, l'enlèvement, la transmission délibérée du VIH/sida, l'esclavage sexuel et la prostitution forcée sont diverses expressions de la violence que peuvent vivre les femmes durant les conflits.

La violence en temps de guerre est le reflet de la violence faite aux femmes dans les périodes qui précèdent la guerre. C'est un prolongement et une aggravation des types existants de discrimination et de violence auxquels sont confrontées les femmes en temps de paix. Par exemple, dans de nombreux pays, la loi et les normes sociales établissent que les femmes et les filles sont inférieures aux hommes. Un grand nombre de coutumes sont telles que les cas de viol se résolvent lorsque la famille de la victime accepte de l'argent en paiement, ou lorsqu'on s'organise pour que le coupable épouse la victime, ignorant ainsi les droits humains fondamentaux de la victime et minimisant le caractère criminel du viol.

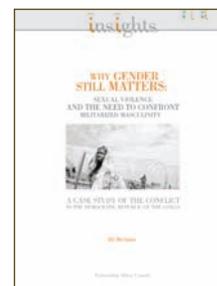
L'armée compte sur des hommes qui se comportent de certaines façons. Ainsi, la militarisation force souvent les hommes à commettre des actes de violence et les transforme de façon que, bien après la fin du conflit, ils demeurent froids, distants, instables et violents, largement dépendants de substances qui visent à bloquer la douleur des souvenirs de ce qu'ils ont vu et de ce qu'il ont eux-mêmes commis. Il est essentiel que les hommes participent à la lutte contre la violence faite aux femmes.

## Description du projet

### Prévention de la violence faite aux femmes

Partenariat Afrique Canada a réalisé une recherche et publié un rapport intitulé « *Why Gender Still Matters: Sexual Violence and the Need to Confront Militarized Masculinity, A Case Study of the Conflict in the Democratic Republic of the Congo.* » Le rapport montre que le conflit en cours en RDC a été marqué par des atrocités presque inimaginables, les agressions sexuelles étant un élément majeur de la violence. Jusqu'à une femme congolaise sur trois vivant dans les régions touchées par les conflits a été violée, et malgré la fin officielle des hostilités, en 2003, les cas rapportés de violence sexuelle et de violence familiale dans certaines provinces ont triplé dans l'année qui a suivi.

Reconnaissant que la paix ne se résume pas à l'absence de guerre, PAC s'appuie sur sa recherche pour élaborer un projet avec des organisations congolaises partenaires – le *Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire* (CENADEP) et *Promotion et Appui aux Initiatives pour les Femmes* (PAIF) – qui sensibilisera d'abord les collectivités congolaises qui ont connu des conflits à l'égalité entre les sexes, et qui renforcera les capacités des hommes et des femmes, en tant que partenaires, de mettre un terme à la violence faite aux femmes. Participeront entre autres au projet le gouvernement, des organisations de la société civile, des groupes de jeunes, des anciens combattants, la police, et des leaders communautaires et traditionnels. Les activités comporteront des réunions entre collectivités qui ont été opposées par des conflits, de la recherche, des ateliers, ainsi que l'élaboration d'un guide de plaidoyer et d'une campagne médiatique. Le but ultime du projet est de susciter des modifications législatives et d'exercer une influence sur les traditions qui rendent les femmes vulnérables à la violence. Le projet débutera vers la fin de 2005.



# La gouvernance

En Afrique, on reconnaît de plus en plus qu'une meilleure gouvernance est l'une des conditions essentielles pour aider le continent dans son cheminement vers le développement durable. Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) est un élément clé du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). Par l'entremise du MAEP, les pays participants acceptent l'évaluation par les pairs des secteurs de gouvernance névralgiques.

Le MAEP propose une approche globale du concept de la gouvernance, dont la gouvernance politique, démocratique, économique et d'entreprise. Les évaluations du MAEP doivent aussi mettre l'accent sur le niveau de développement socioéconomique d'un pays donné. Ce processus global d'évaluation est unique dans le monde, ce qui est tout à l'honneur de l'Afrique.

Le MAEP est un processus volontaire, mais quelque 23 pays de l'Afrique y ont déjà adhéré. Les premières évaluations ont eu lieu au Ghana et au Rwanda, et l'on prépare des évaluations au Kenya, à Maurice et en Afrique du Sud. Le processus du MAEP a fait des efforts soutenus pour encourager la participation de la société civile et du secteur privé aux premières évaluations réalisées – au Ghana et au Rwanda – mais on ne peut tenir pour acquise la participation de la société civile.

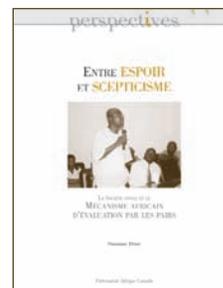
## Description du projet

### La participation de la société civile au MAEP

PAC croit qu'une véritable participation publique au processus d'évaluation du MAEP est essentielle pour faire avancer la gouvernance démocratique et le développement socioéconomique. PAC et ses partenaires croient cependant qu'il faudra faire des efforts plus soutenus pour accroître la sensibilisation au MAEP et encourager la participation de la société civile au processus.

Pour réagir à cette possibilité et à ce défi, PAC a entrepris un programme de recherche sur la participation de la société civile africaine au MAEP. La recherche s'est déroulée au Sénégal, au Ghana, au Rwanda et en Afrique du Sud. Le rapport de recherche, *Entre espoir et scepticisme*, qui sera publié à la fin de 2005, sera lancé au cours d'ateliers qui se tiendront au Canada et en Afrique. En 2006, PAC prévoit appuyer les activités de la société civile liées au MAEP dans plusieurs régions de l'Afrique. Les objectifs de l'initiative seront, entre autres :

- de renforcer les capacités des organisations de la société civile africaine afin qu'elles puissent participer à la recherche et au dialogue politique sur les questions de gouvernance, et promouvoir la participation des organisations de la société civile africaine au Mécanisme africain d'évaluation par les pairs;
- d'encourager le réseautage sur le plan régional et sous-régional entre les organisations de la société civile, et favoriser le dialogue entre les organisations de la société civile et les institutions, les gouvernements et le secteur privé de l'Afrique.



# Les ressources naturelles et le développement

Les ressources naturelles sont au cœur de l'économie de la plupart des pays de l'Afrique. Mais après 40 années d'exploitation des ressources naturelles, les populations locales sont toujours confinées à la pauvreté. Les ressources naturelles sont mal gérées, et sont régies par un éventail de règlements inappropriés et une faible gouvernance. Dans certains pays, les ressources naturelles ont servi à alimenter les guerres.

Les diamants de guerre – utilisés par les armées rebelles en échange d'armes – ont posé un important problème de sécurité humaine international. Ils sont intervenus dans la mort de centaines de milliers de personnes au cours des 10 dernières années, surtout en Angola, en Sierra Leone et en République démocratique du Congo (DRC).

Le Système de certification du Processus de Kimberley (SCPK) – qui vise à briser les liens entre le commerce illicite des diamants bruts et les conflits armés – est arrivé à mettre au point en très peu de temps un système de gestion et de certification pour le commerce intérieur et international des diamants bruts. Il est entré en vigueur le 1er janvier 2003, exigeant de tous les gouvernements participants – plus de 40, outre ceux que représente la Commission européenne – qu'ils adoptent de nouvelles lois et de nouveaux règlements sur les diamants. En vertu du SCPK, tous les envois internationaux de diamants bruts doivent être accompagnés d'un certificat à l'épreuve de toute falsification émis par le gouvernement du pays exportateur. Le SCPK s'appuie sur un système d'examen par les pairs et sur une base de données internationale qui permet de comparer la production et le commerce entre les pays.

Les problèmes sous-jacents à l'exploitation des diamants alluviaux en Afrique et au présumé million de mineurs artisans débordent le cadre du SCPK et n'ont pas encore été résolus. Les mineurs artisans de diamants alluviaux travaillent en grande partie dans le secteur informel,

## Description des projets

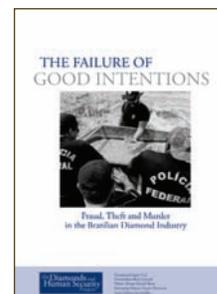
### Processus de Kimberley

PAC a joué un rôle de premier plan à l'égard du Processus de Kimberley (PK) depuis le début des négociations, en 2001. PAC est membre de trois groupes de travail du PK : Surveillance, Statistiques et Participation. Il est devenu membre du groupe spécial d'évaluation du PK créé à l'occasion de la Plénière du PK à Gatineau, au Canada, en octobre 2004.

PAC a contribué à faire en sorte que le Processus de Kimberley adopte un système d'examen de surveillance par les pairs. PAC s'est aussi chargé de veiller à ce que la société civile participe activement au processus d'examen en offrant de la formation aux représentants de la société civile de l'Afrique et du Nord, et a réussi à organiser leur participation aux visites d'examen dans 16 pays. De plus, PAC a réalisé plusieurs études – *La clé de Kimberley*, présentant des cas particuliers de pratiques exemplaires, utiles aux membres du SCPK pour l'examen de l'efficacité de leurs contrôles; *Diamants sans cartes*, qui faisait valoir que les sanctions des Nations Unies contre le Liberia devraient être maintenues; et *The Failure of Good Intentions*, un regard critique sur les problèmes liés au commerce des diamants au Brésil.

### Diamants du développement

PAC a aussi publié un rapport intitulé *Le riche et le pauvre*, qui examine les problèmes potentiels et réels associés à la production des diamants alluviaux. Parce qu'en Afrique, les diamants alluviaux fournissent un moyen d'existence à plus d'un million de mineurs et à leurs familles, la production alluviale constitue un défi, en matière de développement, qui exige l'adoption de démarches particulières pour assurer la stabilité de l'économie du diamant et sa rentabilité pour ses agents. Le rapport a entraîné la création d'un nouveau programme – la *Diamond Development Initiative*.



contribuant peu aux économies nationales. Leurs gains, d'environ un dollar par jour en moyenne, les classent, eux et leurs familles dans la catégorie de la pauvreté absolue. Le travail est dangereux et malsain, et la violence sévit dans les champs de diamants alluviaux. Il s'agit d'un problème de développement, dont plusieurs dimensions relèvent de la sécurité – humaine, locale, nationale et internationale.

La *Diamond Development Initiative* est issue de la reconnaissance que la mise en commun des efforts des intervenants a le potentiel d'engendrer un réel changement, un changement susceptible de ramener l'extraction artisanale des diamants alluviaux dans le secteur formel, avec des bénéfices importants pour les mineurs, de même que pour les gouvernements et pour l'ensemble de l'industrie du diamant. La DDI se concentrera sur la création d'un cadre de partenariat multilatéral qui permettra aux parties intéressées de mettre leurs ressources, leur expérience et leurs connaissances en commun, et d'intégrer diverses initiatives créées dans ce domaine. Une conférence inaugurale aura lieu à la fin de 2005.

*Endroit de tamisage près de Tshikapa, République Démocratique du Congo, où plus de 70% des tamiseurs sont des enfants dont l'âge varie entre 10 et 16 ans.*



© Photo CENADEP

# Le renforcement des capacités

Les sociétés civiles efficaces et responsables font partie intégrante de la paix, de la sécurité humaine et du développement durable partout dans le monde. PAC croit que les organisations de la société civile – les groupes communautaires, les ONG, les groupes confessionnels, les syndicats, les universités et autres institutions – ont un rôle clé à jouer pour promouvoir la paix, les droits de la personne et la gouvernance démocratique en Afrique. La démarche de PAC en matière de recherche et de dialogue politique est guidée par la conviction que les organisations de la société civile africaine sont en mesure de jouer ce rôle, et qu'on doit les appuyer pour qu'elles le jouent.

PAC sait pertinemment, cependant, que certains gouvernements africains choisissent de faire fi de cette réalité, au détriment du développement de l'Afrique. Il ne faudrait pas sous-estimer les défis que présentent la réalisation des recherches, les campagnes de sensibilisation du public et le dialogue politique avec les gouvernements dans différentes parties de l'Afrique. Toutefois, il est étonnant et décevant de constater que certains importants organismes donateurs prennent beaucoup de temps à repérer les possibilités d'aider les organisations de la société civile africaine à consolider la paix et à établir les fondements d'un développement durable. La RDC, un vaste pays qui a été ravagé par ses dirigeants, ses voisins et des intérêts étrangers, est un exemple concret d'endroit où il faudrait accroître de façon considérable l'appui à la société civile.

## Description du projet

### Soutien aux réseaux de la société civile

La première recherche de PAC sur la question des diamants de guerre en Sierra Leone et, par la suite, en RDC, a aidé à susciter la création, dans ces pays, de deux réseaux nationaux d'organisations de la société civile axés sur les ressources naturelles. Ces réseaux ont pris des forces et sont maintenant reconnus, chacun par son gouvernement, comme des interlocuteurs clés en matière de politiques sur l'extraction des ressources. PAC fournit un appui à ces deux réseaux.

En Sierra Leone, la *Campaign for Just Mining*, coordonnée par le Network Movement for Justice and Development, s'est montrée remarquablement efficace pour accroître la sensibilisation publique aux questions de l'extraction minière et du développement. Elle a contribué à convaincre le gouvernement de créer un fonds spécial grâce auquel un pourcentage des droits d'exportation sur les diamants est retourné dans les collectivités minières à des fins de développement social. En République démocratique du Congo, le *Réseau Ressources Naturelles*, coordonné par le CENADEP, a eu un impact semblable à la fois sur la sensibilisation du public et sur l'élaboration de politiques gouvernementales concernant le secteur de l'extraction minière.

Sur le plan international, PAC a facilité la participation de partenaires de la Sierra Leone comme de la RDC, de même que de l'Angola, de la Guinée et de la République du Congo, à la réunion plénière annuelle du Processus de Kimberley tenue au Canada en 2004. Leur présence a beaucoup enrichi les discussions sur le Processus de Kimberley. Les partenaires ont aussi fait des présentations sur leur travail à l'occasion d'une table ronde sur la gouvernance dans le secteur de l'extraction organisée par PAC, à Ottawa.



# L'engagement du public et le travail avec les médias

PAC reçoit fréquemment des demandes de la part d'étudiants et de professeurs universitaires, qui cherchent à obtenir de l'information et des conseils concernant des domaines d'étude liés à notre travail. De plus, des universités et d'autres établissements de partout au monde communiquent avec PAC pour entrer en contact avec des conférenciers et pour obtenir la permission d'utiliser les documents de nos projets de recherche dans leurs cours. Le personnel de PAC, les chercheurs et le personnel des organisations partenaires participent chaque année à des centaines d'entrevues avec les médias. Parmi les médias qui ont fait mention du travail de PAC au cours de l'année figurent la BBC, RFI, la CBC, Radio-Canada International, CTV, CNN, la Voice of America, The Economist, The Financial Times, The Globe and Mail, Time Magazine, Jeune Afrique et d'autres.

## Le travail de PAC; ce qu'on en dit :

### Au sujet du renforcement des capacités de la société civile

Le document sur la société civile (« *Société civile africaine: enjeux et perspectives d'une prise de conscience.* ») est vraiment d'actualité et continuera sans doute à alimenter le débat sur le rôle de la société civile dans la promotion de la démocratie et du développement en Afrique. Nous en ferons bon usage dans nos différentes initiatives dans ce domaine.

*Lettre de Dame Sall, Réseau Africain pour le Développement Intégré, Dakar, Sénégal*

### Au sujet des relations Canada-Afrique

À l'heure où les gouvernements africains se montrent très méfiants à l'égard de la société civile, il m'apparaît opportun que Partenariat Afrique Canada rappelle les vertus du dialogue et du partenariat social. Le Canada, qui a instauré des programmes diversifiés d'aide publique, est un pays respectueux de ses engagements. Néanmoins, il est utile de rappeler aux instances canadiennes chargées de leur mise en œuvre, la nécessité de prioriser les résultats à travers le dialogue politique avec les bénéficiaires, de préférence à l'application d'une vision unilatérale, même si celle-ci part d'un bon esprit. En substance, le partenariat et le dialogue si nécessaire dans le cadre interne des pays africains, doit prévaloir aussi dans les rapports verticaux Canada-Afrique. Je loue les efforts inlassables déployés par Partenariat Afrique Canada pour veillez à l'approfondissement et à la qualité des relations entre le Canada et l'Afrique dans le sens d'une meilleure compréhension mutuelle.

*Lettre de SE Francis Loko, Ambassadeur du Bénin, Canada*

### Au sujet des diamants de guerre et du Processus de Kimberley

Certains de mes collègues ont mentionné Partenariat Afrique-Canada... Cet organisme mérite, pour le rôle tout à fait crucial qu'il a joué dans l'avancement de la question, les remerciements et la reconnaissance non seulement des Canadiens mais de l'ensemble de la communauté internationale... Un projet intitulé «*Le coeur du problème*», aborde la question des diamants et des armes en Sierra Leone. Il a contribué de façon importante à faire connaître ce problème à l'échelle internationale.

*David Pratt, député; lors d'un débat à la Chambre des communes, Ottawa.*

Aujourd'hui, le Processus de Kimberley compte 45 adhérents - et c'est tout à leur honneur -, dont l'Union européenne et ses 25 membres, pour un total de 69 pays. Ces pays représentent 99 p. 100 du commerce international légal des diamants. Aux ONG qui ont lancé cette initiative et qui ont réussi à transformer une campagne de sensibilisation en règle contraignante du droit international, nous disons chapeau! J'espère que le Parlement puisse s'associer à moi pour dire chapeau à ces ONG. Sans rien enlever aux autres qui ont joint le mouvement et qui en ont fait le succès qu'on connaît, le Bloc québécois tient à saluer particulièrement le travail, la clairvoyance et la ténacité des deux regroupements d'ONG qui ont amorcé le mouvement, soit Global Witness et Partenariat Afrique Canada.

*Francine Lalonde, députée; lors d'un débat à la Chambre des communes, Ottawa.*

# Partenariat Afrique Canada

## Conseil d'administration 2004-2005

**Matthew Pearce** (Canada)  
Président

**Jacqueline Nkoyok** (Cameroun)  
Vice-présidente

**Hon. Flora MacDonald** (Canada)  
Secrétaire-trésorière

**Kebede Asrat** (Éthiopie)

**Marie-Hélène Bonin** (Canada)  
(démission en 2004)

**John Mwaniki** (Zimbabwe)

**Aristide Sokambi** (République centrafricaine)

**Anita Sheth** (Canada)

## Le personnel et l'équipe de recherche de PAC 2004-2005

### Canada



**Bernard Taylor**,  
directeur  
général



**Charaf Ahmimed**,  
coordonnateur  
(jusqu'à avril  
2005)



**Josée Létourneau**,  
administratrice  
(depuis avril  
2005)



**Dorothée Gizenga Ngolo**,  
directrice de  
programme



**Francisca Sousa**,  
comptable

### Afrique



**Engudai Bekele**,  
coordonnatrice

### Équipe de recherche



**Ian Smillie**,  
coordonnateur  
de la recherche

**Shawn Blore**, chercheur  
**Ousmane Dème**, chercheur  
**Chris Dietrich**, chercheur  
**Lansana Gberie**, chercheur  
**Christine Gordon**, chercheuse  
**Ralph Hazleton**, chercheur  
**Eli Mechanic**, chercheur  
**Françoise Nduwimana**, chercheuse

## État des revenus et dépenses 2004-2005 - Exercice terminé le 31 mars 2005

	2004-2005	2003-2004
<b>REVENUS</b>		
Agence canadienne de développement international	381 233	353 445
Department for International Development (R.U.)	77 296	21 941
Development Cooperation Ireland	156 099	
Affaires étrangères Canada	149 380	42 588
Centre de recherche pour le développement international	92 447	52 399
Développement et Paix	40 000	40 000
Fondation MacArthur	37 367	61 455
Organisations non-gouvernementales	53 775	72 592
Autres	12 284	17 954
<b>Total</b>	<b>999 881</b>	<b>662 374</b>
<b>DÉPENSES</b>		
Administration et appui aux programmes		
Canada	105 923	77 128
Afrique	18 085	25 476
Projets	875 587	558 768
<b>Total</b>	<b>999 595</b>	<b>661 372</b>

La version intégrale du Rapport des vérificateurs van Berkom & Ritz Chartered Accountants est disponible auprès de Partenariat Afrique Canada.

## Les publications de PAC 2004-2005

Les publications de PAC sont disponible sur le site internet de PAC:  
[www.pacweb.org](http://www.pacweb.org)

Des copies papiers sont disponibles aux bureaux de PAC. Des frais d'envoi pourraient être demandés.

- *Revue Annuelle de l'Industrie des diamants: Sierra Leone 2005*, Lansana Gberie, Partenariat Afrique Canada et Network Movement for Justice and Development, février 2005.
- *Why Gender Still Matters: Sexual Violence and the Need to Confront Militarized Masculinity, A Case Study of the Conflict in the Democratic Republic of the Congo*, Eli Mechanic, Partenariat Afrique Canada, décembre 2004.
- *Société civile africaine: enjeux et perspectives d'une prise de conscience*. Françoise Nduwimana, Partenariat Afrique Canada, octobre 2004.
- *Le Riche et le Pauvre. Diamants de développement et diamants de la pauvreté: Les possibilités de changement dans les champs alluviaux de diamants artisanaux en Afrique*. Partenariat Afrique Canada et Global Witness, octobre 2004.
- *La clé de Kimberley. Contrôles internes des diamants. Sept études de cas*. Partenariat Afrique Canada et Global Witness, octobre 2004.
- *Côte d'Ivoire, Consolidation d'une Paix Fragile*, Partenariat Afrique Canada, juillet 2004.
- *Revue Annuelle de l'Industrie des diamants: République de l'Angola 2004*, Christine Gordon, Partenariat Afrique Canada, juillet 2004.
- *Diamants sans cartes: Le Libéria, les Nations-Unies, les Sanctions et le Processus de Kimberley*, Lansana Gberie, Partenariat Afrique Canada, juin 2004.
- *NEPAD in Perspective*, Partenariat Afrique Canada et le Christian Relief and Development Association, juin 2004.
- *Revue Annuelle de l'Industrie du diamant : République Démocratique du Congo 2004*, Christian Dietrich, Partenariat Afrique Canada et le Centre national d'appui au développement et à la participation populaire, avril 2004.
- *Autres Facettes 14, 15 et 16*, Partenariat Afrique Canada, 2004-2005.



© Photo Josée Létourneau

## Remerciements

*PAC reçoit du financement de plusieurs organisations gouvernementales et non-gouvernementales et il est très reconnaissant envers ses donateurs. Ceux qui ont appuyé les programmes de PAC en 2004-2005 comprennent:*

Affaires étrangères Canada  
Agence canadienne de développement international  
Centre de recherches pour le développement international (Canada)  
Department for International Development (Royaume-Uni)  
Development Cooperation Ireland  
Fonds de justice sociale des Travailleurs canadiens de l'automobile  
John D. and Catherine T. MacArthur Foundation (EU)  
Organisations africaines et canadiennes membres de PAC  
Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix



Ce rapport est publié grâce à l'appui des membres de PAC et de l'Agence canadienne de développement international

*PAC travaille en étroite collaboration avec plusieurs organisations en Afrique, au Canada et à l'échelle internationale, incluant les suivantes :*

Agence canadienne de développement international  
Affaires étrangères Canada  
Banque Mondiale - CASM  
Centre de recherches pour le développement international (Canada)  
Centre du Commerce International pour le Développement (Guinée)  
Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire (RD Congo)  
Christian Relief and Development Association (Ethiopie)  
Comité coordonnateur canadien pour la consolidation de la paix  
Comité de Liaison des ONG du Congo (République du Congo)  
De Beers  
Droits et Démocratie (Canada)  
Economic Commission for Africa (Ethiopie)  
Global Witness (Grande-Bretagne)  
Grémio para Ambiente, Beneficiência e Cultura (Angola)  
INADES-Formation (Côte d'Ivoire)  
Network Movement for Justice and Development (Sierra Leone)  
Organisations africaines et canadiennes membres de PAC  
Oxfam International  
Participants du Processus de Kimberley  
Ressources naturelles Canada  
Vision Mondiale Internationale